

Discours du Secrétaire Général



Monsieur le Ministre, Monsieur le Préfet de Police, Monsieur le Directeur Général, Mesdames et Messieurs les Directeurs, élus, chers amis, chers collègues.

Je souhaite vous adresser à tous mes vœux de bonheur et de santé pour vous même et vos familles.

Ces vœux vont également à **SYNERGIE-OFFICIERS**, à tous ceux qui constituent sa richesse humaine : adhérents, militants, délégués, à tous nos sympathisants et amis.

Meilleurs vœux à vous, Monsieur le Ministre.

Je suis très heureux de vous accueillir pour la traditionnelle cérémonie des vœux de Synergie-Officiers. Pour nous c'est avant tout un moment de partage.

Comme l'an dernier, le contexte n'appelle certes pas à l'exubérance ni aux effets tribuniciens.

Pour autant, il est hors de question de se soumettre aux dictats de ceux qui entendent substituer un système totalitaire et archaïque à notre mode de vie et nos valeurs occidentales.

En préambule, je voudrais vous dire que nous savons tous ici la charge immense qui pèse sur vos épaules. Quelle que soit la durée supposée de votre magistère.

Depuis deux ans, les épisodes d'horreurs se succèdent. La sidération, la colère puis l'affliction sont devenus des récurrences.

Il est ici inutile d'égrainer la litanie des attentats qui nous ont frappés. Chacun le sait.

La France est en guerre. Une guerre qui nous est imposée sur notre territoire. Comme l'a rappelé le Président de la république lors de son allocution aux forces de sécurité le 7 janvier 2016. "La menace est encore là, de l'extérieur comme de l'intérieur". Cet ennemi il faut le nommer : c'est l'islamisme radical.

Cette guerre ce sont les femmes et les hommes qui sont devant vous ce soir qui la mènent. Chacun dans leur fonction. C'est parce qu'ils s'engagent au quotidien que nos concitoyens peuvent vivre normalement malgré l'étendue de la haine criminelle qui a conduit aux abjections que nous avons connues et qui ronge des pans entiers de notre société. Nous savons tous ici que les temps à venir seront obscurs. Nous avons sur notre sol des milliers d'individus extrêmement dangereux que ce soit par leur intention ferme de frapper ou de préparer idéologiquement le terrain par la métastase salafiste.

Ces produits d'une nouvelle hybridation, petites frappes puisant dans le fondamentalisme une justification de la haine qu'ils portent à un pays qui leur a pourtant tout donné, appellent un traitement sans faiblesse. Il n'y a plus de place pour la culture de l'excuse, celle-là même qui a enfanté de trop nombreux criminels de masse.

Nos collègues sont donc doublement visés, et par la menace terroriste et parce qu'ils sont les premiers remparts quotidiens face à l'ensauvagement de la société. Face à ces défis, le déni et l'abstention ne sont pas des solutions comme vous l'avez rappelé mercredi dernier.

Le Gouvernement a pris des décisions courageuses et impérieuses : loi sur le renseignement, sur la grande criminalité, introduction d'outils jusqu'alors enserrés dans le carcan de l'état d'urgence dont on sait qu'il n'a pas vocation à devenir pérenne... modifications législatives et constitutionnelles. Tout cela sous les habituels cris d'orfraie des indignés professionnels et subventionnés, idiots utiles du fascisme vert.

Car on ne peut pas vaincre par l'incantation. On imagine mal nos concitoyens défiler dans les rues en 916 avec des pancartes « Je suis Verdun ».

Toute la difficulté réside dans la fragile équation entre les libertés et les valeurs que nous devons arborer fièrement face à l'obscurantisme et la nécessité d'adapter l'outil sécuritaire aux défis d'un nihilisme criminel.

Des moyens supplémentaires, des budgets, des recrutements importants et des modifications réglementaires et législatives sont le signe que les plus hautes autorités de l'Etat ont pris à bras le corps la gravité de la situation. Malgré les efforts sans précédent consentis, la réalité quotidienne de nos collègues est trop souvent sordide.

Nous avons pourtant tiré la sonnette d'alarme. A la menace terroriste sont venues s'ajouter d'autres problématiques telles que la crise migratoire ainsi qu'une foulditude d'évènements : COP 21, ND des Landes, Euro 2016, manifestations anti loi Travail, Nuit debout (dont on se demande d'ailleurs, comment en plein état d'urgence ils ont pu donner lieu à de tels débordements).

Ainsi, l'embolisation croissante des services ne permet plus d'assurer à nos concitoyens un service public digne de ce nom.

Ce sentiment d'abandon aggravé par des conditions d'exercice devenues insupportables et des dysfonctionnements judiciaires aberrants a exacerbé la colère des policiers. Encore cette année, les violences à l'encontre des policiers se sont considérablement accrues. Le nombre exponentiel de nos blessés témoigne de l'intensité de l'engagement de nos collègues mais aussi de leur exposition croissante.

Viennent s'ajouter des campagnes de dénigrement, d'insulte et une surenchère rhétorique relayée par le clystère médiatique. Il est proprement infect de parler de la Police républicaine en utilisant un vocabulaire pestilentiel puisé dans un champ lexical fétide.

Nous l'avons dénoncé lors de la grande manifestation du 18 mai dernier avec nos amis d'Alliance.

Cette deshumanisation du flic induit des comportements assassins chez les esprits les plus faibles gavés d'idéologie victimaire. L'épouvantable agression de Viry-Châtillon est le résultat de 20 ans d'impéritie et de cécité consentie en matière de sécurité.

Viry-Châtillon a été le détonateur d'un ras-le-bol. Ce sentiment d'abandon était légitime. Il faudra un véritable plan Marshall pour la sécurité car il nous reste trop de sujets en souffrance :

Beaucoup reste à faire notamment en terme d'optimisation des ressources, d'articulation PN / GN, de mutualisations accrues, de coproduction de sécurité, de transfert de tâches indues... Il est nécessaire de recruter mais encore plus de sérier les missions, combler le retard technologique, relever les défis du numérique, corriger les ratés de la PNIJ, mettre fin à l'alourdissement ubuesque de la procédure pénale ...

Le prochain président devra s'engager sur une nouvelle LOPSI intégrant toute la chaîne pénale.

Par ailleurs, de manière générale, se pose la perte de sens de notre action due à l'insuffisance patente de réponse pénale.

La notion de responsabilité est étrangère à une partie du monde judiciaire pourtant si prompt à étendre celle des autres. L'action de la police n'a pas de sens si la justice ne passe pas.

Enfin ce sont de nouvelles doctrines d'emploi qu'il faut définir. La révision des règles d'engagement du feu que nous réclamions seuls avec nos camarades d'APN depuis 2012 est une avancée. Toutefois, malgré la qualité des travaux menés par Hélène CAZEAUX-CHARLES, ce texte ne va pas assez loin : il ne détermine pas la prise en compte de la temporalité de l'action et il laisse trop de latitude d'appréciation à des magistrats dont on connaît l'inculture de la matière quand ce n'est pas le militantisme.

Pour autant, si nous avons échoué à convaincre le candidat Hollande en avril 2012, nous avons la satisfaction d'avoir amené le Président Hollande à nos arguments en 2016...

Vous le savez, M. le Ministre, il était temps d'améliorer les conditions d'exercice mais aussi de vie de nos collègues.

En 2015, je m'étais fait opposer, avec nos partenaires d'APN, une fin de non-recevoir quant à l'engagement d'un PRCC 2.

Le miroir de la Gendarmerie, les niveaux réels de recrutement similaires des officiers et commissaires, le blocage de l'ascenseur social pour les officiers dont les compétences et les savoir-faire sont bridés ... tous ces constats ont mené à la rénovation des parcours que nous avons matérialisée par le protocole du 11 avril.

La réforme que nous avons obtenue après d'âpres négociations tend à rendre plus harmonieuse une hiérarchie policière qui n'est malheureusement pas encore issue d'un creuset commun mais dont la diversité des origines conjuguée aux homologues des positionnements, des responsabilités et des espaces statutaires conduira inéluctablement vers un corps unique.

C'est encore et toujours notre objectif.

La continuation de notre politique par tout autre moyen. Cet objectif constitue l'ADN de Synergie-Officiers. C'est le sens des travaux de notre congrès d'octobre dernier à l'issue duquel m'a à nouveau été, avec le BN de Synergie-Officiers, confié la charge de porter notre projet.

Notre action s'inscrit donc dans un schéma structuré, réfléchi, mûri, qui ne souffre aucun doute ni atermoiement dans le but à atteindre, ni dans les moyens d'y parvenir.

Aucune des décisions que nous avons prises depuis ces 5 dernières années n'échappe à cette logique.

C'est la pertinence de notre réflexion et de nos arguments qui a présidé à convaincre Bernard CAZENEUVE d'entamer un grand chantier pour la Police nationale initié par son courrier aux organisations syndicales du 8 avril 2015.

Cet acte fondateur a été compris immédiatement par tous ceux qui connaissent les enjeux de notre maison mais aussi et surtout par ceux qui ont un intérêt véral à ce que rien ne change pour maintenir le confort et la rentabilité de prébendes à une minorité kleptocrate. Ceux-là mêmes qui s'ingénient à enrayer la dynamique du protocole qu'ils ont pourtant ratifié dans sa globalité.

Parce que les avancées obtenues n'auront pas de valeur ajoutée pour notre Administration si n'avancent pas en parallèle les travaux sur la déflation et la nomenclature, certains profitent de la fin de ce mandat pour se parjurer à l'occasion de la noria des mouvements de préfets et de directeurs.

Que ce soit sur le transfert de postes commissaires aux officiers, des appellations et du galonage, ils pensent à tort entamer l'ensevelissement des officiers.

J'en veux pour preuve les multiples coups tordus comme les postes de commissaires devant être transférés aux officiers, et dont nous découvrons qu'ils sont fusionnés avec d'autres circonscriptions pour placer des copains... ou encore les recrutements pléthoriques et injustifiés de commissaires qui ont heureusement été retoqués par le contrôleur financier...

J'évoque ici aussi les offensives conjointes d'une organisation de ceux qui se prétendent hauts fonctionnaires et de la Gendarmerie sur la question des galons des officiers. J'ai de l'amitié et du respect pour Richard Lizurey car lui et sa haute hiérarchie défendent leurs troupes et leurs collaborateurs alors que d'autres, dans la police, les trahissent. Vous le savez cette question du galonnage est loin d'être anodine, tant elle déclenche une hystérie hallucinante de la part de celles et ceux qui se placent sur le plan symbolique pour éviter d'être évalués sur celui des compétences.

Nous revendiquons un galonnage à la hauteur des responsabilités exercées et de la concordance avec les autres acteurs de la sécurité : gendarmes, pompiers, douaniers... ce sujet est au cœur d'un irénisme syndical inédit mais durable. C'est pourquoi, cette question fondamentale, mérite mieux qu'un oukase de votre directeur adjoint de cabinet...

Conscient de la grande souffrance que constitue la litanie des vœux en cette période, je vais conclure le plus vite possible Monsieur le Ministre.

La campagne pour l'élection présidentielle verra immanquablement nos sujets propulsés au premier plan. Il y a un choix de société à faire et surtout l'impérieuse nécessité de se donner enfin les moyens d'assurer la sécurité de nos concitoyens. Nous prendrons le parti d'une neutralité engagée avec comme seul objectif la défense des policiers et de leurs intérêts.

C'est une période où la vérité n'est pas toujours convoquée, donc cela nous impose de la rigueur. Ni mauvaise foi, ni béatitude apologique, comme toujours, notre action sera guidée par ce qui est bon, juste et utile.

Enfin, vous n'échapperez pas comme vos prédécesseurs philippique de dernière minute. C'est une réflexion pour 2017 :

"être "ancien" ministre, c'est s'asseoir à l'arrière d'une voiture et s'apercevoir qu'elle ne démarre pas".

Je vous réitère à toutes et à tous mes vœux de santé et de bonheur pour vous et ceux qui vous sont chers.

BONNE ANNEE !

SYNERGIE OFFICIERS